

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78011 VERSAILLES

VERSAILLES, le 14/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

INSTITUT JEAN LE ROND D'ALEMBERT

2 Place Gare de la Grande Ceinture
78210 ST CYR L'ECOLE

Code AIOT : 0006503490

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2022 dans l'établissement INSTITUT JEAN LE ROND D'ALEMBERT implanté 2 Place Gare de la Grande Ceinture à 78210 ST CYR L'ECOLE. L'inspection a été annoncée le 25/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INSTITUT JEAN LE ROND D'ALEMBERT
- 2 Place Gare de la Grande Ceinture 78210 ST CYR L'ECOLE
- Code AIOT : 0006503490
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'institut Jean le Rond d'Alembert abrite trois bancs d'essai moteur. Ceux-ci sont utilisés par les élèves du campus afin de tester en situation réelle les moteurs en fonctionnement et notamment la mise en oeuvre du recueil des résultats d'analyse des rejets générés. Il ne reste plus qu'un seul banc d'essai en état de fonctionner à ce jour.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Installation électrique
- Stockage des produits chimiques et bouteilles de gaz
- Localisation des risques
- Etat des stocks de produits
- Moyens de lutte contre l'incendie
- Capacité des rétentions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Connaissances des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Remarque issue de la visite du 6 octobre 2015	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois
7	Stockage produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions générales	Arrêté Préfectoral du 04/03/1982, article 2-1-2	Remarque issue de la visite du 6 octobre 2015	Sans objet
3	Exploitation-entretien	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
4	Connaissance des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion du stockage des bouteilles de gaz et des produits chimiques sur le site doit être améliorée afin d'assurer une sécurité maximale lors de la manipulation régulière de ces éléments.

Il s'agit également d'anticiper la survenue d'événements ponctuels susceptibles de générer incident ou accident en facilitant l'intervention des secours.

Par ailleurs, l'exploitant doit se positionner sur la solution envisagée, afin de mettre à disposition une réserve d'eau suffisante pour assurer l'approvisionnement nécessaire aux services d'incendie et de secours en cas d'incendie.

Enfin, l'arrêt de deux bancs moteurs déjà effectif, devra faire l'objet d'une déclaration de cessation d'activité, formalisée par les démarches réglementaires de mise à l'arrêt définitif et de remise en état du site conformément aux articles R512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/1982, article 2-1-2
Thème(s) : Risques accidentels, Installation électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Point issu de la remarque n° 3 de l'inspection du 6 octobre 2015
Prescription contrôlée : L'installation électrique de l'ensemble de l'établissement sera établie conformément aux normes en vigueur. Elle sera maintenue en bon état et devra être périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection.
Constats : L'inspection constate la présence d'un rapport de contrôle des installations électriques réalisé entre les 1er et 3 février 2022 par la société Veritas. L'inspection note que les conclusions portent sur un listing de vingt réserves qui ont été levées par l'exploitant depuis, sauf une : la réserve n° 18 qui consiste à réaliser le plan des canalisations enterrées. L'exploitant précise que cette action sera mise en oeuvre lors de la prochaine coupure globale d'alimentation électrique du site. Par ailleurs, l'exploitant a présenté le registre d'autocontrôles annuels de l'installation électrique : Celui-ci est tenu à jour par la personne identifiée pour cette action, qui est le chef d'exploitation maintenance et travaux, agent de prévention du Campus. Lors de la visite de site, l'inspection a contrôlé la levée de la réserve n°9 qui concernait la mise en oeuvre partielle du disjoncteur de la cuisine du pavillon n° 1. L'exploitant précise que cet équipement doit faire encore l'objet d'améliorations supplémentaires ; sa mise en oeuvre définitive sera contrôlée lors du prochain passage de l'organisme extérieur. Le bâtiment qui inclut cet équipement est désaffecté à ce jour et ne pourra être occupé à nouveau sans des travaux de réhabilitation conséquents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Connaissances des risques et des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, stockage des produits chimiques et bouteilles de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Point de contrôle issu de la remarque n° 4 de l'inspection du 6 octobre 2015
Prescription contrôlée : Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.
Constats : L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- la présence sur site d'un camion de la société TRIADIS afin d'emporter les déchets dangereux pour leur valorisation ou leur élimination.- la présence de bordereaux de suivi de déchets pour les années 2021 et 2022, qui correspondent à l'enlèvement des déchets et déchets dangereux qui ne sont plus utilisés sur site. Les enlèvements ont été mis en œuvre par la société TRIADIS, le 24 novembre 2021 et le 7 septembre 2022, c'est à dire le jour de l'inspection. <p>Lors de la visite de site, six emplacements de stockage à l'air libre ont été vérifiés ; ils abritent différentes bouteilles de gaz avec des contenus divers dont il est difficile d'identifier le contenu et de comprendre si celles-ci sont compatibles entre elles au vu de leur contenu.</p> <p>L'étiquetage existant coloré en orange, ne correspond plus à la réglementation CLP n° 1272/2008/CE.</p> <p>Par mail du 15 septembre 2022, l'exploitant a produit une fiche réflexe de stockage des produits chimiques mise à jour à septembre 2022.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a fourni par mail du 15 septembre, les fiches de données de sécurité des produits chimiques présents sur site ; la fiche de données de sécurité de l'acétone plus particulièrement examinée par l'inspection s'avère conforme au règlement CLP cité ci-dessus.</p>
Observations : L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">- tenir à jour les étiquettes des différentes bouteilles de gaz affichées à l'entrée des six locaux de stockage afin que puisse être identifiés les gaz admis dans chaque local et les informations de dangers de chaque gaz stocké ; de plus, il devra être tenu compte des éventuelles incompatibilités entre les bouteilles de gaz mentionnées dans les fiches de sécurité (cf rubrique 7 : manipulation et stockage ; rubrique 10 : stabilité et réactivité) ;- reporter sur un plan systématiquement tenu à jour, les éléments relatifs au locaux de stockage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stock de produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente, lors de l'inspection, un extrait du suivi numérique interne des stocks de produits chimiques présents sur site à la date de la visite.</p> <p>L'exploitant présente également, la liste des produits détenus sur site pour l'année 2021 et transmet, suite à la visite, celle mise à jour au 15 septembre 2022.</p> <p>Celle de 2021, fait apparaître le reliquat de stockage de benzène; la liste de 2022 transmise par mail du 15 septembre 2022 ne mentionne plus le benzène, dont l'enlèvement a été constaté par l'inspection le jour de la visite.</p> <p>L'exploitant déclare mettre cette liste à jour annuellement et mettre à jour les stocks au fur et à mesure de l'arrivée des produits.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Connaissance des risques et des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.
Constats : Le jour de l'inspection, l'absence de plan général à jour des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger a été constatée. Par mail du 15 septembre 2022, l'exploitant a transmis le plan général du site, mis à jour conformément à l'article 48 de l'arrêté ministériel visé ainsi que les plans détaillés des bâtiments 1, 4, 5, 6, 7a et 7b, 9 et 10. Par ailleurs, l'exploitant précise dans son mail : « qu'il a été prévu une impression grand format, sur papier plastifié, des différents plans de risques ; ceux-ci seront tenus à disposition des services d'intervention et de secours ; un plan simple des bâtiments 2, 3 et 8 sera aussi imprimé.» L'exploitant précise que ces trois derniers bâtiments ne présentent pas d'enjeux de sécurité à identifier sur les plans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un rapport de contrôle du système de détection automatique d'incendie, assuré par la société SIEMENS en date du 17 juin 2022 sur les bâtiments n° 4 et n° 11 et sur le dispositif de désenfumage du bâtiment n° 4. L'inspection note que dans les conclusions, il n'est constaté aucune anomalie. - d'un rapport de contrôle des extincteurs réalisé par PROTECT SECURITE lors de la visite en date du 19 mai 2022 : deux extincteurs ont été ajoutés à cette occasion. - d'un rapport de contrôle des poteaux incendie effectué par la société PROTECT SECURITE en date du 19 mai 2022. L'inspection note que le rapport fait état de la présence de deux poteaux à incendie qui présentent un débit insuffisant. <p>L'exploitant précise que le poteau situé à l'extérieur de l'installation et qui est géré par la commune de Versailles présente un débit également insuffisant.</p> <p>L'exploitant envisage la mise en œuvre d'une bache remplie d'eau avec poteau d'aspiration et prévoit de déterminer le volume d'eau nécessaire à partir du guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eaux pour la défense extérieure contre l'incendie , D9. Un devis sera demandé selon un calendrier à définir prochainement.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit se positionner sur la solution envisagée afin de mettre à disposition un débit d'eau suffisant au titre des équipements et moyens de lutte contre l'incendie. Cette solution doit être validée par les services départementaux d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées en au titre de l'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 12 mois

N° 7 : Stockage produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité des rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> — dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; — dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence d'un local de produits chimiques sans séparation, contenant l'ensemble des produits chimiques.</p> <p>Certains volumes de rétention sont insuffisants au regard de la quantité de produits dangereux qu'ils contiennent.</p> <p>En cas de fuite, des réactions indésirables par des mélanges de produits incompatibles entre eux sont susceptibles de se produire.</p> <p>L'exploitant doit respecter l'article 25 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, par la mise en place de capacité de rétention suffisante sous les stockages, avec une séparation stricte des produits incompatibles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois